

ADRIEN DUVAND

Rédacteur en Chef

BUREAUX

78, Rue de l'Hôtel-de-Ville, 78

ABONNEMENTS

LYON ET DÉPARTEMENTS

3 mois..... 10 fr.

6 mois..... 20 fr.

1 an..... 40 fr.

Remarque: Port en sus

LE COURRIER

DE LYON ET DU SUD-EST

PAUL BERTNAY

Secrétaire de la Rédaction

ADRESSE LES COMMUNICATIONS

Relatives à la Rédaction et à l'Administration

À un Secrétaire de la Rédaction

ANNONCES

À LYON: A. LAFONT, 14, rue

Comfort, et aux succursales de Grenoble

et Saint-Etienne.

À PARIS: HAVAS, 8, place de la Bourse

Lyon, le 19 décembre

EXAMEN DE CONSCIENCE

Il ne manque pas de gens pour affirmer qu'en France la centralisation nous tue, que le nombre des fonctionnaires est trop considérable et qu'il importe de réduire le gouvernement central à sa plus simple expression ; en revanche, on ne trouve personne pour se préoccuper de la situation nouvelle que ces réformes créeraient et des devoirs nouveaux qu'elles imposeraient aux citoyens.

Il est bien évident que le jour où vous supprimerez les principaux agents à l'aide desquels le pouvoir central, dans les départements ou les arrondissements, gère tout un ensemble d'intérêts, vous vous trouverez dans la nécessité de pourvoir, vous-même, à la gestion de ces intérêts. Ce que le gouvernement ne fera plus, les pouvoirs locaux devront le faire. Or, on se plaint constamment de la disette d'hommes capables pour remplir les fonctions publiques, on orie que le suffrage universel ne sait plus où en prendre et qu'il devient un instrument de sélection défectueux ou insuffisant quand il s'agit de désigner les titulaires de certains emplois. Le nombre des citoyens qui se dérobent aux charges publiques, surtout quand elles ne sont pas rémunérées, augmente chaque jour. Ce sera-ce, le jour où la décentralisation administrative réclamera tout un personnel nouveau d'hommes de bonne volonté et de capacité ?

Moins de rétablir d'un côté les dépenses que vous supprimerez de l'autre, il faudra bien que ces hommes consentent, comme les conseillers généraux, les conseillers municipaux ou les conseillers d'arrondissement actuels, à servir gratuitement. Où prendrez-vous, par le temps d'égoïsme qui court, tous ces dévouements désintéressés ?

Ce sont des questions que personne ne prend la peine d'envisager. Là est cependant le point pratique, le seul important, de toutes les controverses qu'on soulève à propos de la réforme administrative. Tout le monde demande des économies et des réformes et chacun se dérobe dès qu'il s'agit de faire le moindre sacrifice personnel pour les réaliser. Pour qu'une nation se gouverne elle-même, il ne faut pas seulement qu'elle ait de vagues et théoriques aspirations vers la liberté, il faut qu'elle en accepte virilement et résolument toutes les conséquences et toutes les charges. Les peuples faits pour la liberté ne passent pas leur temps à se plaindre de leur gouvernement et à en rêver un meilleur, ils font eux-mêmes ce gouvernement et n'attendent pas qu'il leur tombe de la lune. Comme ils ont eux-mêmes les artisans de leur propre sort, ils sont mal fondés à récriminer contre qui que ce soit, quand ce sort n'est pas heureux. On peut leur appliquer le proverbe populaire, si vrai

dans sa brutalité : « Comme on fait son lit, on se couche ».

Dix siècles d'absolutisme et de cléricalisme nous ont tellement façonnés à l'idée d'une Providence qui doit faire choir dans nos bouches ouvertes les manivelles toutes rôties, que nous ne pouvons nous empêcher de nous plaindre à un être imaginaire des maux dont nous sommes les uniques auteurs. Cet être imaginaire a été longtemps Dieu ou le Roi, aujourd'hui c'est le gouvernement. Mais, dans une République, avec la liberté de réunion, la liberté de la presse, la liberté de coalition, d'association, le suffrage universel, qui est, s'il vous plaît le gouvernement, si ce n'est nous ? Si nos députés sont divisés et impuissants, si la machine gouvernementale ne marche pas, c'est la faute de notre indifférence, de nos divisions, de notre apathie, de notre paresse d'esprit, de nos intérêts égoïstes. Ces députés et ce gouvernement sont notre emanation directe, quoi d'étonnant à ce qu'ils nous renvoient, comme un miroir fidèle, notre propre image ?

Dernièrement, une majorité, dans laquelle entraient beaucoup de épiscopaux, réclamait, à la Chambre, la suppression des sous-préfets. Beaucoup de gens — et, parmi eux, les ministres qui tiennent la barre du gouvernement — se sont dit : « Ce n'est pas de nous qu'il s'agit de demander comment on organiserait, au défaut de ces fonctionnaires, l'action gouvernementale et la défense républicaine dans les départements tombés, le 4 octobre, aux mains de l'ennemi. Personne, bien entendu, n'a songé à répondre. L'objection était embarrassante, on a feint de ne pas l'entendre. Trois ou quatre voix se sont élevées cependant pour dire : « Les républicains s'organiseront ; ils feront des comités dans les communes, dans les cantons, dans les arrondissements, et ils substitueront l'action libre des citoyens, leur initiative, à celle du gouvernement. Cela les obligera à se remuer, à agir, ce qui sera une excellente chose. »

Nous ne demanderions pas mieux que de partager ces espérances, pour parler plus exactement, ces illusions. Mais, l'expérience nous montre, chaque jour, ce qu'il faut attendre de cette fameuse « initiative des citoyens », de cette « action libre » substituée à l'action du gouvernement ! Dans quelques départements — comme ceux de notre région par exemple — cela va encore, mais, ailleurs, où se manifeste l'initiative des citoyens ? Au lendemain des élections du 4 octobre, il y avait qu'une voix, d'un bout à l'autre de la France républicaine, pour crier à la nécessité de s'organiser, de créer des comités, d'entreprendre une propagande active. Des centaines, des milliers de conférenciers allaient surgir, pour semer la bonne parole démocratique ; les brochures et les écrits républicains devaient, par millions, d'exemplaires, sortir des presses. Qu'est-ce que nous voyons ? Rien ! Et vous venez nous parler de décentralisation, de gouvernement local,

d'initiative des citoyens, de réduction des dépenses par la substitution de mandataires gratuits et désintéressés aux fonctionnaires salariés du pouvoir central ! Il faudrait commencer par la pratiquer partout où elle est possible, cette décentralisation ; il faudrait la montrer cette initiative ; il faudrait la produire ces mandataires désintéressés et gratuits ? Où apercevons-nous tout cela ? Nulle part, encore, malheureusement. L'éducation politique avance, quoiqu'on en dise, avec une désespérante lenteur.

Pour faire sérieusement des économies sur les fonctionnaires, la première chose à faire serait d'avoir un nombre suffisant de citoyens décidés à s'occuper consciencieusement et gratuitement des affaires publiques, c'est-à-dire à négliger quelque peu les leurs pour se rendre dignes de l'honneur que leurs citoyens voudraient leur faire en les choisissant. La seconde chose à obtenir, ce serait que les comités, les agents électoraux ou les amis des députés voulussent bien s'abstenir de leur recommander par milliers, des aspirants fonctionnaires. Si tous les députés qui ont voté pour la suppression des sous-préfets, voulaient faire le compte des demandes de sous-préfets qu'ils ont reçues de leurs électeurs influents, ils trouveraient que ces demandes suffiraient, pour des siècles, à doter la France de ces fonctionnaires. C'est bien là l'esprit qui règne dans notre pays. Comme membre d'un comité électoral, on réclame des économies, et, comme électeur influent, on demande des dépenses. C'est toujours le mot célèbre d'un personnage d'une comédie moderne : Pour équilibrer le budget, « il faut demander moins au contribuable et plus à l'impôt » !

ADRIEN DUVAND.

JOURNÉE POLITIQUE

LES INFORMATIONS

La prochaine guerre. — Le Droit publie une très curieuse information sur la situation générale de l'Europe intitulée : le Militarisme allemand et la paix. Nous en extrayons les passages suivants :

Le gouvernement allemand tient à être prêt pour une grande guerre, au printemps prochain. Il ne dit pas qu'il s'agit de cette guerre, mais il le prévoit, pour obtenir du Parlement les crédits nécessaires à l'augmentation des forces militaires, parce que l'on part du principe qu'à un moment donné il faudra faire face à la France et à la Russie.

Est susceptible et l'amour propre des deux nations voisines de l'Allemagne ne peuvent certainement pas être satisfaits. Ce n'est pas ainsi que l'on prépare les esprits à la conciliation, à la paix, mais bien à la guerre. Ce que l'on affirme officiellement au Reichstag et à la commission de l'armée est absolument opposé à la vérité, à la situation politique réelle.

Personne ne peut vouloir contenir sérieusement que la France songe à attaquer l'Allemagne. La France, en se relevant de sa chute de 1870-71, n'a songé qu'à se mettre en état de défense, pour éviter une seconde invasion.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les positions respectives des Allemands en Alsace-

Lorraine et de la France dans les provinces du Nord-Est.

Les Français se trouvent évidemment les plus faibles en présence des positions extraordinairement fortifiées par la nature et par l'art, que les Allemands occupent sur les deux bords de Metz et de Strasbourg.

Nous sommes donc convaincus que l'Allemagne, en agissant comme elle le fait, rend la guerre inévitable, car la France, la Russie ainsi que d'autres États sont, par le fait, intéressés à pousser leurs armements pour le printemps prochain.

L'Allemagne veut certainement la guerre. Mais il y a dans la situation générale cette différence que ce n'est pas l'intégrité territoriale de l'Allemagne qui est menacée, mais bien celle de la France. Nous savons, en effet, qu'à Berlin, on a déjà tout calculé, que l'on prévoit la certitude de pouvoir provoquer une crise intérieure dans la République et de l'attaquer pendant une période de faiblesse.

C'est ainsi qu'en Allemagne, qui semblait devoir se reposer sur ses lauriers de 1866 et de 1870-71, est devenue, grâce à son militarisme excessif, par sa prétention à dominer l'Europe entière, la plus grande provocatrice d'une guerre.

Arrestation d'un officier français. — Les journaux allemands confirment que l'officier français arrêté à Carlsruhe s'appelle Letellier et qu'il fait partie du 17<sup>e</sup> bataillon de chasseurs en garnison à Ramberg.

D'après la Badische Landeszeitung, on l'aurait trouvé muni d'un congé valable pour deux mois. Les esquives saisies indiqueraient qu'il étudiait surtout le terrain voisinant Carlsruhe. M. Letellier allait partir pour Stuttgart au moment où on s'est emparé de sa personne. C'est sur la dénonciation de l'armurier du régiment de dragons en garnison à Carlsruhe, qu'il a été arrêté. L'armurier cherchait des chambres à louer ; le concierge ne voulant pas dérangier la famille qui occupait le logement à l'étage inférieur et qui est semblable à l'autre. Cet appartement était habité, dit-elle, par un Français venu pour apprendre l'allemand. Comme elle n'était pas inquiétée par l'armurier, M. Letellier sursoit à l'achat d'un appartement avec un certain nombre de papiers. L'armurier, frappé de ce fait, se rappela qu'un document militaire important avait été récemment dérobé à Carlsruhe et alla dénoncer l'étranger. Mais suivant le journal officiel du grand-duché de Bade, il n'y aurait eu aucune connexion entre la présence de l'officier français à Carlsruhe et la disparition du document en question. Ce document, qui contenait le plan de mobilisation de la cavalerie badoise, avait été dérobé, il y a quinze jours, par un aspirant-payeur, qui a été arrêté ; on l'avait d'ailleurs retrouvé, sous enveloppe, dans une rue de la ville.

Le téléphone. — Le service téléphonique entre Paris et Bruxelles sera inauguré dans les premiers jours de l'année prochaine.

Les deux gouvernements se sont mis d'accord pour ne pas employer le système Van Rysselberghe, basé sur l'application du téléphone aux fils téléphoniques, ce système offrant dans la pratique de notables inconvénients. On va établir entre les deux capitales des fils spéciaux en bronze. Un double développement de fils de bronze sera tendu sur une distance de 310 kilomètres qui sépare Bruxelles de Paris. Chaque fil pèsera par kilomètre 63 kilogrammes. Ces fils seront attachés aux poteaux télégraphiques existants.

Le gouvernement belge fera l'installation jusqu'à la station frontière de Quény. Le gouvernement français complètera la ligne sur son territoire.

Quand la ligne sera établie, il n'y aura d'abord de communications qu'entre la loge téléphonique de la Bourse de Bruxelles et celle de la Bourse de Paris. C'est là seulement qu'on pourra communiquer par

téléphone, au prix de 3 francs par cinq minutes, appel compris.

Rien n'est décidé encore pour le raccordement de ce fil international avec les fils particuliers des abonnés des sociétés téléphoniques. Les gouvernements ne se sont pas entendus encore avec les Compagnies.

Quant à l'établissement d'un fil téléphonique entre Bruxelles et Berlin, ce projet ne se réalisera que par petites étapes. L'administration allemande a décidé d'établir ses fils téléphoniques sur des poteaux entièrement distincts des installations télégraphiques.

LE PARLEMENT

LA CHAMBRE

Décidément on est devenu sage. Tout d'ailleurs le faisait prévoir. Nos députés se sont ralliés à l'opinion du Sénat. Le fameux article 8 qui aura valu à nos représentants deux séances supplémentaires, a été repoussé par la Chambre comme il l'avait été sous la coupe du Luxembourg.

Il n'a fallu pour en arriver à cet excellent résultat que quelques mots d'explication de M. Wilson.

449 députés ont opiné de bonnet pour le rejet. A peine s'est-il trouvé 55 récalcitrants. Le fin de la séance a été occupé par un court débat sur la proposition de loi de M. Paul Bert, Cantagrel, Tony Réville, ayant pour but d'assurer, à titre de récompense nationale, des pensions viagères aux survivants des blessés de février 1848, et à leurs ascendants, veuves et orphelins.

Après un débat assez vif entre M. Georges Roche et M. Madis de Montjay, la proposition a été adoptée par 278 voix contre 206.

La séance, chacun a pris son chapeau, on s'est serré la main et l'on s'est dit à revoir jusqu'aux premiers jours de janvier.

LE SENAT

La dernière séance avait duré vingt minutes. Celle-ci a été encore plus courte, le projet sur les douzaines provisoires ayant été adopté par la Chambre tel que l'avait voté le Sénat.

On s'est séparé après une brève allocution de l'excellent M. Le Royer qui a déclaré la session close.

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER

L'expédition Porro

On n'a pas oublié l'expédition entreprise par le comte Porro et ses compagnons qui ont été massacrés dans l'Harrar il y a neuf mois environ.

Le publiciste Del Valle de Paz et le marquis Benconi, lieutenant de cavalerie partis il y a quelque temps à la recherche de leurs restes ont accompli heureusement la difficile et périlleuse mission qu'ils s'étaient imposée, surmontant les plus grands obstacles, usant de stratagèmes ingénieux et déployant une sagacité et une intrépidité peu communes.

Le Secolo de Milan nous en rapporte les détails.

M. Del Valle de Paz, qui signe ses correspondances Zailu, connaît très bien l'arabe, étant né en Égypte et ayant séjourné à Assouan, tombé en disgrâce du colonel Salotti, il fut embarqué sur un navire de guerre et reconduit en Italie où, à l'occasion d'un duel, il connut le marquis Benconi avec lequel il conçut le hardi dessein, accompli à présent avec tant de promptitude et de succès.

Partis d'Italie et arrivés au Caïre, les autorités consulaires connaissant le but qui les poussait à se rendre dans l'Harrar, cherchèrent à les en dissuader.

M. de Martino, agent diplomatique italien leur parla de l'Harrar, des prisonniers grecs, de l'Italien Sacconi et des vingt-huit soldats indiens encore dans les mains de l'Émir, ainsi que de l'interception des communications entre ce féroce tyran et les autorités consulaires de Zeïlah.

Ils n'écoutèrent rien ; ils partirent couragement, arrivèrent à Gadda et avec quatre marins se dirigèrent vers Zeïlah sur une petite embarcation à voile.

Dans la haute mer, MM. Benconi et del Valle se teintèrent le visage et les mains d'un brun olivâtre ; se vêtirent à l'arabe et ainsi transformés abordèrent à Zeïlah sans être, par miracle, troublés par les soupçonneuses autorités anglaises. Les deux arabes apocryphes s'élevèrent au son d'un coup de fusil tiré par l'Émir lui-même) taillé le visage, depuis Suez, avec un rasoir, se faisant sur les deux joues des marques indélébiles.

Benconi, ignorant la langue, ne pouvait se montrer arabe que d'apparence, et il y avait de quoi effrayer même de plus intrépides.

Une caravane de quelques arabes aurait été certainement tuée par les Somalis. Qu'on se figure ce qui serait arrivé d'une caravane d'Européens.

L'Émir du Harrar enveloppe dans une telle haine commencent ces brigands et les Italiens que la route de Zeïlah à Harrar est continuellement surveillée par des bandes nomades. Il craint toujours une vengeance des Italiens et prend ses précautions.

Malgré ces lugubres pronostics, MM. del Valle et Benconi partirent de Zeïlah avec un seul chameau et deux barberini pris comme guides.

Le lendemain, ils étaient à Enza d'ou, après avoir fait provision d'eau, ils continuèrent sur Ayahu sans s'arrêter.

Ils étaient presque fâchés contre les périls annoncés quand tout à coup un des guides accourut les avertir qu'un parti de Somalis se préparait à les attaquer.

« Nous étions — écrit M. Del Valle — derrière un buisson, qui avec ses branches, nous servait à merveille à nous dérober des lances des agresseurs. Les Somalis arrivèrent ; ils étaient armés de lances et de boucliers. Ils nous attaquèrent croyant avoir affaire à des Arabes ; ils furent trompés. Un coup parti, puis un second ; un Somali tomba ; c'était Benconi qui avait fait feu.

« Je tirai aussi et avec moi le guide ; un autre Somali tomba.

« Ils s'arrêtèrent. Ils étaient à environ cent cinquante mètres.

« Ménége les cartouches, me cria Benconi, craignant que derrière ces assaillants, d'autres n'arrivassent.

« Les Somalis ne savaient à combien d'ennemis, ils avaient affaire ; ce buisson était placé là pour nous providentiellement.

« L'autre guide fit aussi son devoir et le péril fut conjuré.

Mais il ne fallait pas penser à aller en avant parce que à chaque station d'eau on aurait rencontré les Somalis. Aussi, les deux voyageurs, bien qu'à contre-courant, retournèrent à Zeïlah.

Ce fut là qu'ils apprirent par le pilote avec qui ils étaient débarqués à Zeïlah, lequel le tenait de Mohamed, Sultan-el-Bar, que trois jours après l'arrivée à Zeïlah de la nouvelle du massacre des Italiens à Arru, deux soldats indigènes de l'armée anglaise d'occupation, étant allés par ordre du commandant militaire King, explorer les ossements des malheureux, assassinés.

« Cette nouvelle nous explorateurs se rendirent auprès du commandant anglais qui les remercia pour le nom des familles des morts italiens, pour la sépulture qu'on leur avait donnée et lui révélant qu'ils étaient, le conjurèrent de vouloir bien les aider à accomplir le vœu pieux fait à leur départ d'Italie.

« Le commandant fit appeler les soldats qui avaient exécuté l'ensevelissement ; il n'en restait qu'un, l'autre avait été tué par les Somalis.

« Comme il était très facile de reconnaître les restes des blancs d'avec ceux des noirs MM. Del Valle et Benconi partirent de Zeïlah pour Obok pour éviter la vengeance des Somalis et escortés par deux soldats dont l'un desquels était précisément celui qui avait creusé la fosse. Ils réussirent, comme ils l'ont annoncé par un télégramme

Feuilleton du COURRIER DE LYON du 20 Décembre

LE BEAU ROLAND

PAR GONTRAN BORYS

DEUXIÈME PARTIE

Le Club des Pendus XLVIII

Elle voulut l'interrompre. A plusieurs reprises, elle essaya de lui fermer la bouche. Puis elle tenta vainement d'articuler un mot. Soudain elle se redressa. Enervée, hâlante, par un geste violent elle arracha son masque. Roland recula stupéfait. Il avait reconnu Hélène. Elle le considéra effaré. — Hélène !... balbutia-t-il. Comment êtes-vous entrée ? Qui vous a livré la clef de la porte secrète ? Que venez-vous faire ici ? Elle répliqua sourdement : — Je viens mourir avec toi. — Mourir ! — Oui. Tu es perdu. Tu es trahi. Ta maison est entourée, cernée. Pas un seul de ceux qui sont sous ton toit n'échappera. Il bondit en arrière. Ses doigts, en s'ap-

puvant machinalement sur le bureau, rencontrèrent un pistolet.

Il s'en empara.

— C'est donc toi qui nous es venus ? dit-il avec une lenteur sinistre.

Elle leva les épaules.

— Moi !... prononça-t-elle. Pourquoi faire ?

— Pour te venger.

— Tu me connais bien peu, Roland. Je ne suis pas jalouse. Celle qui t'a vendu, c'est la baronne de Jourdy.

— Tu mens !

— Ecoute. Je vais te convaincre en quelques mots. Nous avons le temps d'ailleurs. Le jour paraitra bien avant qu'on ait enfoncé les portes de l'hôtel.

— Mais alors on peut fuir !

— Par où ?

Il désigna le panneau mobile.

Hélène seconna la tête.

— Cette issue est mieux gardée que les autres, dit-elle. Insuper ! qui, après s'être ménagé avec tant de soin un moyen de salut, va en confier le secret à une femme ! Et elle se nomme Laura, cette femme exécrable ! Laura ! un nom béni, un nom radieux, que jusqu'ici je n'ai balbutié qu'avec attendrissement.

Elle soupira et reprit entre ses dents contractées :

— Le nom de ma jeune sœur ! le nom d'une enfant chaste et pure ! qui m'eût dit que je mourrais en la mandissant, ce nom qui m'appartient aussi à madame la baronne de Jourdy !

Roland s'armait à la hâte.

— Il ne m'auprout pas vivant, gronda-t-elle. Elle répondit :

— Je le sais. Voilà pourquoi je suis venue. Mon dernier souffle doit s'exhaler en même temps que le tien. En attendant, laisse-moi te démontrer l'infamie de celle à qui tu as livré cent cinquante têtes.

— Et à quatre jours, j'étais tombée au pouvoir de Ladimir. Te l'ai-je appris ?

— Oui. Ladimir est là : sois tranquille.

Je ne périrai pas sans lui avoir fait payer cher son audace. Mais qui l'a délivrée de lui ?

— Un brave garçon, un jeune homme aimé d'Eglantine.

— Narcisse Auglot ?

— Oui. A eux deux ils sont parvenus à me sauver.

— Comment ?

— Peu importe. Ils m'ont ramenée à Paris. J'étais souffrante et brisée. Eglantine a exigé que je descendisse chez elle. J'y ai consenti.

Or, son fiancé nous visitait fréquemment. Par amour pour Eglantine, qui m'est dévouée, il me témoignait un sincère attachement, et moi, touchée de leur affection, je leur ouvrais mon âme sans réserve. C'est te dire que je les entretenais de toi.

Et, bien sûr, à dix heures, Narcisse est accouru auprès de nous. Tu n'ignores pas qu'il est le secrétaire du baron de Jourdy ? A l'instant même il sortait de chez le baron, et il était si bouleversé qu'il nous fit peur.

— Vous portez intérêt à M. Maugreval ? me dit-il.

— Oui.

— Moi, je l'exécute. Mais il ne s'agit pas de moi, il s'agit de vous, madame ; car, l'en suis certain, s'il lui arrive malheur, vous ne lui survivrez pas.

— Un malheur le menace ?

— Il va être arrêté. Madame de Jourdy, dans un but incompréhensible, lui a tendu un piège. Elle s'est fait adorer de lui, et il a commis l'imprudence de se mettre à sa discrétion. Bref, à l'heure qu'il est, l'hôtel de M. Roland est enveloppé, surveillé, bloqué. On assure qu'il a réuni là toute une bande de malfaiteurs. Ils seront saisis comme dans une souricière : car la police a pris des mesures exceptionnelles afin de s'emparer d'eux sans coup férir.

— Mais, m'écriai-je épouvantée, de qui tenez-vous ces renseignements ?

— De madame de Jourdy en personne.

Une haine affreuse l'exclut contre M. Maugreval. Sa joie d'avoir réussi à le perdre est si grande qu'elle ne cherche plus à le dissimuler. Il y a vingt minutes à peine, elle se vantait à son mari, devant moi, d'avoir habilement disposé le guet-apens ?

— A son mari ? quoi ! le baron trempe dans cette lâcheté ?

— Le baron désapprouve sa femme, mais il est son esclave, il n'ose lui résister. J'ai assisté à leur entretien.

— Vous avez ?

— Oui. J'ai entendu la baronne dérouler son plan. Elle s'était défilée de moi jusqu'à ce jour. Elle ne se défie plus de personne, par la raison que personne à présent ne peut sauver M. Roland.

En écoutant ces paroles de Narcisse, continua Hélène, je sentis se glisser en moi un froid mortel.

— Roland se défendra, lui répliquai-je. Malheur à ceux qui l'attaqueront ! Ses hommes sont nombreux et résolus. Il faudra, pour les soumettre, organiser un siège et risquer un assaut.

— On a songé à cela, m'a riposté Narcisse. Avant d'employer la force, on emploiera la ruse. La baronne a rendez-vous cette nuit avec M. Roland. Il lui a donné la clef d'un passage secret par lequel elle doit s'introduire dans l'hôtel.

L'entrée de ce passage s'ouvre dans une autre maison et dans une autre rue. On n'en aurait jamais soupçonné l'existence, si M. Roland ne l'eût révélée à la baronne.

Or, elle ira au rendez-vous. Elle s'assurera que les bandits ont avalé le narcotique et qu'ils sont hors d'état de lutter. Puis elle tirera un coup de pistolet en l'air. Ce sera le signal.

— Un narcotique ! exclama Roland, qui, stupéfait, livide d'horreur, d'indignation et de surprise, était resté pareil à une statue.

— Quel narcotique ?

— Ah ! fit Hélène, c'est vrai. J'oubliais de vous expliquer cela.

Maugreval, la sœur au front, tendit l'o-

rière dans la direction des salles où, une heure auparavant, ses hommes se querelaient à grand bruit. Il remarqua, non sans frémir, qu'un silence complet avait succédé aux rumeurs. Ses cheveux se hérissèrent.

— Oui, accentua Hélène. Ils dorment. On a gagné l'un des vôtres, et il ne leur a versé, à partir de minuit, que du vin péroré de manière à les engourdir. Oh ! madame de Jourdy est une adroite personne. Elle a tout prévu.

Roland s'étranglait les tempes à deux mains.

— Est-ce possible ? Qu'il avait-je fait ? Pourquoi tant de haine ? A quel propos cette froide et lâche trahison ?

— Ainsi, fit Hélène amèrement, c'est elle encore qui vous occupe !... Vous vous demandez pourquoi elle, vous a perdu, et vous ne vous demandez pas comment il se fait que j'aie pu pénétrer ici à sa place.

Je vais vous l'expliquer cependant.

La première pensée de Narcisse, quand il connut le complot, fut pour moi. Il songea aussitôt à l'épouvantable coup qui allait me frapper en vous atteignant. Et pouvait-il faire pour me l'éviter ? Rien. Et toutefois il jugea possible de retarder la catastrophe.

Pendant que la baronne et son mari étaient encore à table, il se glissa dans l'appartement particulier de madame de Jourdy. Tout y était prêt pour son trépas prochain. Ses habits d'homme étaient sur un meuble, et auprès d'eux la clef du passage secret.

Narcisse vola cette clef, vola ces vêtements et m'apporta le tout. Il avait réfléchi que cela ferait voir adversaires à changer de tactique, et que, par conséquent, vous y gagneriez quelques heures. Vous devinez le reste, Roland, j'ai revêtu ce costume. J'ai mis ce masque et je suis accouru à vous.

Les agents qui fourmillent aux alentours de l'hôtel m'ont laissés entrer. Ils m'ont prise pour la baronne.

Et maintenant





